

**PROGRAMME INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR
LES INTERACTIONS ENTRE LA POPULATION,
LE DEVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT (PRIPODE)**

FORMULAIRE DE CANDIDATURE

**Date limite de soumission des projets : 28 février 2003
(en fichier électronique)**

N° dossier
Ne pas remplir

Reçu le
Ne pas remplir

Pour remplir le dossier de candidature, se reporter aux indications données dans la note d'instruction

Titre du projet

Nom du responsable

Centre proposant

Pays

I - RESUME DU PROJET

1. Titre du projet : « Quelles transitions agraires en zones semi-arides à forte croissance démographique : le cas du Niger »
2. Nom du/de la responsable : Maxime BANOIN
3. Adresse du/de la responsable : <i>Adresse postale :BP 10 960 Niamey NIGER</i> <i>Adresse électronique : mbanoin@ird.ne ou cresa@intnet.ne</i> <i>Téléphone (227) 73 32 38 / 73 39 42 / domicile 75 34 47</i> <i>Télécopie :(227) 73 32 38 / 73 39 43 /</i>
4. Centres ou équipes associés au projet : - Département d'Economie de la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques de l'Université Abdou Moumouni de Niamey - Département de Géographie de l'Ecole Normale Supérieure de l'Université Abdou Moumouni de Niamey - CRESA - IRD – centre IRD Niger/et Burkina Faso
5. Nombre de chercheurs impliqués dans le projet : 5
6. Disciplines concernées par le projet : Agronomie Démographie Economie Géographie
7. Terrain(s) d'études : Ensemble du Niger Vallée du Fleuve (Niger Ouest et Centre) Régions de Tillabéri et de Maradi
8. Mots-clés décrivant le projet (entre 2 et 4 par rubrique) : <i>Domaine population : transition de la fécondité, projections, migrations</i> <i>Domaine développement : pauvreté, systèmes agraires, politiques agricoles</i> <i>Domaine environnement : désertification, sécheresse, déficit pluviométrique,</i> <i>Champ géographique :Niger, régions de Tillabéri et de Maradi</i> <i>Méthodes d'analyse : systémiques, macro, méso, micro, photo</i> <i>interprétations, projections de population</i> <i>Sources de données :données secondaires, enquêtes spécifiques,</i>
9. Résumé du projet (au maximum une page) : L'agriculture nigérienne connaît depuis au moins trois décennies de profondes mutations en réponse aux contraintes internes d'une part, aux opportunités qui s'offrent et aux mutations de la société d'autre part. La durabilité de cette agriculture dépend des réponses apportées à ces contraintes, de la claire perception des opportunités pour l'agriculture, ainsi que de la prise en compte des dynamiques sociétales. Les systèmes agraires en présence actuellement dans le Sahel, et plus particulièrement ceux du Niger sont caractérisés par l'existence de zones densément peuplées, d'autres moins peuplées et par des systèmes de culture avec ou sans jachère (cultures permanentes avec peu ou pas d'intrants), des systèmes agroforestiers, des systèmes pastoraux et agro - pastoraux issus de

diverses transformations, résultat de l'action de l'homme et d'autres facteurs.

Les mutations, les évolutions et les involutions en prélude à ces transformations et différenciations, aboutissent à de nouveaux systèmes agraires, et constituent ce que l'on peut qualifier de transitions agraires.

Quelles sont les réalités de ces transitions agraires au Niger, en relation avec les facteurs énumérés plus haut, face aux enjeux et exigences qu'implique le Développement Durable ?

Le présent projet de recherche, à travers les résultats qui en seront issus, veut contribuer à examiner ces questionnements afin d'aider à la décision dans une perspective de développement.

Deux portes d'entrée seront privilégiées pour l'étude projetée:

- dans un premier temps il s'agira d'**appréhender la diversité des situations agro-écologiques** (caractéristiques du milieu bio - physique, mais surtout on insistera sur les modes d'exploitation du milieu et leurs effets à travers l'analyse des systèmes de production en cours) et **socio-économique** (caractéristiques démographiques et sociologiques, migration des populations, évolution de l'équilibre ressources/emploi au cours de la recherche de satisfaction des besoins fondamentaux) (**Mazoer et Roudard, 1997; Blanc - Pamard et Milleville, 1985; Capillon, 1979**).

- dans un second temps, sur la base des données collectées, on analysera et on mettra en relation les données caractéristiques du contexte agro - écologique et socio-économique. On traduira ainsi les interactions ou les niveaux de cohérence (**Landais et al., 1990**) entre populations-environnement-développement durable. Les trajectoires d'évolution des agricultures (**Capillon et Manichon, 1979**) sous l'influence des facteurs déterminant leurs tendances lourdes seront ainsi caractérisées et mise en évidence. Sur cette base on raisonnera les stratégies alternatives à l'émergence ou à la consolidation d'un développement durable.

La démarche adoptée sera interdisciplinaire, holistique, c'est à dire globale, systémique (**Walliser, 1977; Paulré, 1989**).

Au travers de ces travaux, les membres de l'équipe cherchent à savoir quels peuvent être les mécanismes du développement durable et de sa régulation à l'échelle macro, méso et locale (**Dugast S. Modes d'appréhension de la nature et gestion patrimoniale du milieu, in "patrimonialiser la nature tropicale - Dynamiques locales, enjeux internationaux. Edition colloques et séminaires - IRD**). Cette régulation est complexe et difficile à mettre en place. Elle est fonction de la nature des acteurs (individus, communauté, Etats...) et des rapports de force qu'ils entretiennent. L'organisation des régulations politique, économique, sociale et de gestion des ressources naturelles est rendue d'autant plus difficile que la mondialisation semble avoir fragilisé des Etats déjà pauvres comme le Niger. Cet affaiblissement des Etats pourrait être l'une des principales entraves à la mise en œuvre d'un développement durable et dans la lutte contre la pauvreté ?

Il est donc important de rendre compte des transformations en cours et de connaître les stratégies adaptatives des acteurs (individus, communautés, pouvoir publics...) face aux déséquilibres créés et liés aux fortes pressions anthropiques, à la forte croissance démographique, à la péjoration climatique, à la mondialisation... L'analyse de ces stratégies adaptatives peut permettre de raisonner les régulations nécessaires à la promotion du développement durable au Niger.

A partir de l'ensemble des résultats obtenus dans chacun des volets proposés, les chercheurs de l'équipe se proposent d'examiner trois grandes trajectoires possibles d'évolution de l'économie et de l'agriculture nigérienne, en essayant de répondre aux trois questions suivantes :

- l'agriculture restera-t-elle marquée par une logique de subsistance, qui éventuellement continuera de dominer l'ensemble du secteur ?
- du fait de l'importance de la pauvreté (66 % au Niger), des agricultures en dessous du seuil de renouvellement ou du seuil de capitalisation vont-elles se développer et s'imposer dans certaines régions, voir dans l'ensemble du pays ? (il s'agit d'agricultures passées au seuil ou même en dessous du seuil de survie) ?
- l'accroissement démographique et le phénomène urbain peuvent-ils induire le développement d'une agriculture articulée aux marchés rémunérateurs (marchés urbains nationaux et sous régionaux pour les produits alimentaires, marchés d'exportation pour les cultures de rentes) ?

II - DESCRIPTION DU PROJET (au maximum 5 pages)

Cette description est libre, mais elle devra obligatoirement comprendre les points suivants : problème étudié, importance nationale du problème, pertinence pour les politiques de développement durable, objectifs scientifiques (problématique de l'étude, hypothèses de travail, etc.), données (en distinguant parmi les données nécessaires celles qui sont disponibles et celles qui sont à collecter), méthodologie (notamment les concepts utilisés), utilisation et valorisation des résultats, bibliographie.

L'agriculture nigérienne connaît depuis au moins trois décennies de profondes mutations en réponse aux contraintes internes d'une part, aux opportunités qui s'offrent et aux mutations de la société d'autre part (**Banoïn et Guengant, 1998**). La durabilité de cette agriculture dépend des réponses apportées à ces contraintes, de la claire perception des opportunités pour l'agriculture, ainsi que de la prise en compte des dynamiques sociétales.

Le présent projet de recherche, à travers les résultats qui en seront issus, veut contribuer à examiner ces questionnements afin d'aider à la décision dans une perspective de développement. Au Niger, les transitions agraires sont au cœur de ces questionnements.

Problématique

L'agriculture au sens très large est le résultat de l'autotransformation de systèmes très variés de prédation mis en œuvre par l'homme pour satisfaire différents besoins notamment ses besoins alimentaires. Du fait de sa variabilité selon les lieux, l'agriculture est un objet écologique et socio-économique dynamique et complexe. L'agriculture se transforme et se différencie sous l'influence de différents facteurs (climat, acquis technique, démographie, environnement socio-économique et culturel, politiques agricoles, démocratie et bonne gouvernance...)

Les systèmes agraires en présence actuellement dans le Sahel, et plus particulièrement ceux du Niger sont caractérisés par un système de culture à jachère avec élevage, comprenant des systèmes de culture permanente avec peu ou pas d'intrants en zones densément peuplées, des systèmes agroforestiers (à *Accacia albida*, à *Butyrospermum parkii*, à *Borassus flabelifer*, à *Hyphaen thabaïca*, à *Parinara macrophila*...) des systèmes pastoraux issus de diverses transformations, résultat de l'action de l'homme et d'autres facteurs (**Guengant et Banoïn, 2002**).

Les mutations, les évolutions et les involutions en prélude à ces transformations et différenciations, qui aboutissent à de nouveaux systèmes agraires, constituent ce que l'on peut qualifier de transitions agraires.

Dans le contexte d'un pays sahélien à forte croissance démographique, tel que le Niger, quelles sont les réalités de ces transitions agraires, en relation avec les facteurs énumérés plus haut, face aux enjeux et exigences qu'implique le Développement Durable.

Ces exigences et enjeux sont traduits par le fait que jusqu'à la fin des années 60, les politiques et stratégies de développement prenaient peu en compte, ou seulement de manière sectorielle, les questions environnementales. C'est au début des années 70 que les débats sur l'épuisement des ressources naturelles ont commencé à faire prendre conscience que les conditions de la croissance ne pouvaient se poursuivre indéfiniment (à cause du forçage subi par l'environnement du fait de la croissance démographique et de la nature des activités humaines liées aux modèles économiques dominants des années 50 et 60).

Aujourd'hui, la référence au "développement durable" est devenue incontournable dans les discours qui entendent traiter de l'environnement et du développement. La définition du développement durable la plus connue est celle qui figure dans le rapport Brundtland (CMED, 1987): "le développement durable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures".

Il découle de cette définition que la question stratégique du développement durable est celle de sa régulation à l'échelle macro, méso et locale (**Dugast, 2002**). Cette régulation est complexe et difficile à mettre en place, et elle est fonction de la nature des acteurs (individus, communauté, Etats....) et des rapports de force qu'ils entretiennent. L'organisation des régulations politique, économique, sociale et de gestion des ressources naturelles est rendue d'autant plus difficile que la mondialisation semble avoir fragilisé des Etats déjà pauvres comme le Niger. Cet affaiblissement des Etats pourrait être l'une des principales entraves à la mise en œuvre d'un développement durable et dans la lutte contre la pauvreté.

Il est donc important de rendre compte des transformations en cours (**Luxeraux et Roussel, 1997**) et de connaître les stratégies adaptatives des acteurs (individus, communautés, pouvoirs publics...) face aux déséquilibres créés et liés aux fortes pressions anthropiques, à la forte croissance démographique, à la péjoration climatique, à la mondialisation... L'analyse de ces stratégies adaptatives peut permettre de raisonner les régulations nécessaires à la promotion du développement durable au Niger.

Méthodes d'étude

Deux portes d'entrée seront privilégiées pour cette étude:

- dans un premier temps il s'agira d'appréhender la diversité des situations agro-écologiques (caractéristiques du milieu physique, mais surtout on insistera sur les modes d'exploitation du milieu et leurs effets à travers l'analyse des systèmes de production en cours) et socio-économiques (caractéristiques démographiques et sociologiques, migration des populations, évolution de l'équilibre ressources/emploi au cours de la recherche de satisfaction des besoins fondamentaux) (Mazoer et Roudard, 1997; Blanc - Pamard et Milleville, 1985; Capillon, 1979).

- dans un second temps, sur la base des données collectées, on analysera et on mettra en relation les données caractéristiques du contexte agro - écologique et socio-économique. On traduira ainsi les interactions ou les niveaux de cohérence (Landais *et al.*, 1990) entre populations-environnement-développement durable. Les trajectoires d'évolution des agricultures sous l'influence des facteurs déterminant leurs tendances lourdes seront ainsi caractérisées et mise en évidence. Sur cette base on raisonnera les stratégies alternatives à l'émergence ou à la consolidation d'un développement durable.

Etant donné le caractère multidimensionnel et la complexité du champs d'investigation, l'étude adoptera une démarche interdisciplinaire, holistique, c'est à dire globale, systémique (Walliser, 1977 ; Paulré, 1989).

Ce faisant, il est possible de promouvoir un langage unitaire qui puisse servir de support à l'articulation et à l'intégration de modèles théoriques et de préceptes méthodologiques propres aux points de vue disciplinaires (démographie, agronomie, géographie, économie...).

L'équipe de recherche intégrera aussi à sa démarche un référentiel spatial et temporel, ce qui l'amènera à procéder à l'analyse diachronique et synchronique des situations. La cartographie, l'imagerie satellitaire, la revue bibliographique et des enquêtes complémentaires seront alors mis à contribution.

1. la diversité des situations socio-économiques et agro-écologiques.

11 - la diversité des situations socio-économiques

111 - démographie et migration

Selon les Nations Unies (Révision 2002 de leurs projections) le Niger cumule actuellement la plus forte fécondité du monde (8 enfants par femme), l'accroissement naturel le plus élevé (3,6% par an), et une population extrêmement jeune (50% de moins de 15 ans et 70% de moins de 25 ans). Aucun signe de baisse de la fécondité n'a été enregistré, et même si les Nations Unies anticipent une baisse de la fécondité qui atteindrait 3,85 enfants par femme en 2050, le Niger aura toujours la plus forte fécondité au monde, et une population cinq fois plus élevée qu'aujourd'hui. Avec plus de 50 millions d'habitants, le Niger sera alors le second pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria.

Par ailleurs, depuis 1990 le Niger est régulièrement classé par le PNUD, dernier ou avant dernier pays en termes de développement humain.

Ces caractéristiques, s'expliquent en partie par le fait que les 4/5ième de la population nigérienne sont toujours employées dans l'agriculture, une agriculture traditionnelle, fortement soumise aux aléas climatiques, dont les rendements sont décroissants, qui n'arrivent plus depuis une trentaine d'année à assurer la sécurité alimentaire des populations.

C'est dire combien, la maîtrise de la croissance démographique se situe au cœur des problèmes de développement au Niger. La réduction de la croissance démographique est bien l'un des objectifs de la Politique de Population adoptée par le Gouvernement du Niger en 1994, mais, en fait les messages et les programmes à ce sujet, insistent exclusivement sur l'espacement des naissances qui est opposé à la limitation des naissances présentée comme non souhaitable et contraire aux traditions africaines.

Dans ce contexte le volet démographique du projet, entend se placer dans une perspective longue à la fois pour le passé, et pour le futur.

Pour le passé, on entend retracer l'évolution de la population totale du Niger et des migrations vers la Côte depuis le début du siècle, et l'évolution de la population par région et celle de l'urbanisation depuis 1950, en utilisant toutes les données disponibles (recensements administratifs anciens et recensements modernes : 1977, 1988 et si possible 2001, et résultats de diverses enquêtes). L'objectif de cette analyse du passé est d'abord de documenter la forte densification de certaines régions du Niger, et de voir quelles ont été les réponses d'adaptation correspondantes : démographiques (migrations vers les villes, migrations temporaires et définitives vers les pays de la Côte), et autres (intensification des cultures, diversification des spéculations etc.). Un second objectif est d'apprécier les efforts d'extension de la couverture sanitaire et de la scolarisation au regard de la croissance démographique. Les efforts consentis ont-ils simplement permis d'absorber le croît démographique, ou des avancées en termes de couverture ont-elles été réalisées. Aussi, il convient de savoir quel a été l'effet dans ces domaines (éducation et santé) des politiques d'ajustements structurels qu'a connu le Niger au cours des 20 dernières années.

La partie prospective se propose de faire une analyse critique des projections de population sur le Niger réalisées à ce jour, en insistant sur les effets négatifs qu'ont eu les projections réalisées dans les années 90 qui prévoient des baisses rapides de la mortalité et de la fécondité, ce qui a contribué à renforcer le point de vue selon lequel la variable démographique devait être considérée comme une variable exogène. Les objectifs

démographiques ou liés à la population tout à fait irréalistes retenus dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté adopté en janvier 2002, sont une illustration patente d'une prise en compte tout à fait erronée des paramètres démographiques dans l'élaboration des stratégies de développement.

Ensuite, il est prévu de réaliser de nouvelles projections de 2000 à 2050, non pas s'appuyant, comme on le fait habituellement sur des hypothèses de niveaux futurs de fécondité et de mortalité, mais sur les déterminants « proches » de ces variables. C'est ainsi que, concernant la fécondité, diverses hypothèses seront faites sur la progression de pratique de la contraception, du pourcentage de femmes mariées, etc.. d'où seront dérivées les niveaux de fécondité correspondants. Concernant la mortalité, les espérances de vie à la naissance seront dérivées de diverses hypothèses d'évolution de l'épidémie du VIH/SIDA au Niger. L'avantage majeur de ce type de projections, est qu'elles illustrent clairement l'impact qu'est susceptible d'avoir tel ou tel choix politique par rapport au laisser faire qui domine actuellement. Aussi à l'occasion de ces projections, on entend vérifier, ce qu'impliquent concrètement, selon diverses hypothèses, les choix faits dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté d'une scolarisation complète de tous les enfants d'âge primaire (le taux brut actuel est d'environ 30%) et d'une couverture vaccinale quasi complète des enfants à l'horizon 2015. Ces objectifs sont – ils réalistes ? Qu'impliquent –ils en termes d'efforts financiers du gouvernement et des bailleurs ? Enfin ces projections vont également nous permettre d'évaluer les évolutions futures possibles de la poursuite de la densification des diverses régions du pays, de l'urbanisation, et donc des population urbaines et rurales.

Des hypothèses seront également faites concernant les migrations internationales, avec divers niveaux d'émigration, mais aussi avec des hypothèses de retour important de Nigériens vivant à l'extérieur, notamment en Côte-d'Ivoire. Dans cette perspective, la problématique de la migration en relation avec le développement durable consistera à étudier les interactions entre dynamiques environnementales et migratoires. Il met l'accent sur l'interprétation de l'influence des facteurs environnementaux comme déterminants majeurs des migrations et réciproquement les conséquences des déplacements de population sur l'environnement pour les zones de départ, tout comme pour les zones d'arrivée. Il s'agit aussi d'étudier l'impact des migrations dans le développement des régions de départ.

Il convient d'apprécier l'importance des mutations de l'environnement physique, économique et socioculturel comme déterminants migratoires et d'accélération des migrations. Il s'agit aussi de voir comment la migration peut être un facteur déterminant de la transformation des dynamiques agraires. En effet, l'utilisation des transferts de fonds des émigrés pour moderniser l'exploitation, acquérir des moyens mécaniques, augmenter le cheptel et le patrimoine foncier (investissements fonciers), permet une modification des systèmes d'usage de la nature. Quelles sont alors les actions à entreprendre et les structures à mettre en place pour favoriser et optimiser la participation des migrants dans le développement des espaces d'émigration? Dans les régions soumises à une insécurité alimentaire chronique les ressources migratoires sont essentiellement utilisées à des fins de survie, et la migration est rarement une opportunité d'accumulation ou d'investissement (**Mounkaila, 2002**). Quels sont les avantages de la migration capables d'être mis à profit pour résoudre les problèmes environnementaux actuels ?

Dans les zones d'arrivée dites de colonisation agricole, la migration engendre des déséquilibres environnementaux en augmentant la pression sur les ressources naturelles. Les migrations rurales-rurales, en particulier les mouvements de colonisation agricole ont entraîné des modifications sensibles dans la répartition spatiale de la population dans les régions d'accueil que relèvent des taux d'accroissement élevés. Entre 1977 et 1988, la population du canton de Say a augmenté de 15,3%, en moyenne, celle du canton de Torodi de 14,8% et la population du canton de Torodi de 8,1%. Ces taux sont supérieurs à la moyenne nationale (3,57%) et à l'accroissement annuel régional (4,84%) (**Issa, 1994**). Ces mouvements affectent l'environnement, les modes d'accès, d'utilisation et de gestion des ressources naturelles. De ce fait, la maîtrise de ces mouvements doit être une préoccupation majeure dans le cadre du développement durable de ces régions.

Comment maîtriser ces flux et quelles actions entreprendre pour atténuer leurs effets négatifs dans les régions d'accueil? C'est à toutes ces interrogations qu'il convient de répondre en examinant les hypothèses suivantes :

- quelle est la relation entre la propension à l'émigration et la dégradation de l'environnement ?
- à travers les migrations, les sociétés assument-elles les contraintes de leurs systèmes de production ?
- la migration s'inscrit-elle essentiellement dans une stratégie de survie ?
- les ressources migratoires sont-elles investies à des fins productives (investissement dans l'agriculture) ?
- les migrations pour la recherche de nouvelles terres sont-elles une cause majeure de la dégradation de l'environnement ?

Diverses échelles seront considérées pour vérifier ces hypothèses : celles du pays, de la région et enfin du village. Les enquêtes directes se feront dans le contexte de deux régions du Niger : la région de Tillabéry à l'Ouest, et la région de Maradi au centre du pays. La région de Tillabéry comprend des zones telles que le Zarmaganda, zone très pauvre et de forte émigration dans laquelle l'insécurité alimentaire est chronique et où les ressources migratoires servent essentiellement à assurer la survie, et à l'inverse la zone de Say, zone de colonisation agricole récente qui a connu un afflux important de migrants originaires des régions de Ouallam et Filingué, en particulier pendant les années de paroxysmes climatiques (1973-1974, 1984).

La région de Maradi est une zone d'intensification agricole et de densification de population (densités souvent supérieures à 40 habitants au Km²) où l'on note une concentration des projets de développement.

Notre approche prendra en compte les unités socio-économiques de base (l'exploitation et le village) où sont prises les décisions de production, les modalités de consommation, la façon dont sont utilisées les ressources naturelles, la diversification des sources de revenus.

112 - Socio - économie

Les transformations des milieux et la pression démographique accompagnées de la mise en œuvre des politiques macroéconomiques depuis les années 80 ont entraîné une série d'interrogations sur les transitions agraires en cours (diversité, dynamique, viabilité, résilience). L'analyse des implications économiques (macro et micro économiques) et sociologiques de cette dynamique peut s'identifier au niveau de l'évolution de l'équilibre ressources/emplois au cours de la recherche de satisfaction des besoins fondamentaux. Il s'agira de déterminer au-delà des facteurs exogènes (tendances lourdes climatiques notamment) l'impact de ces politiques (programme d'ajustement, PPTE) sur les systèmes agraires et de répondre aux questions ci-après :

- quels sont ces impacts (nature, effets en terme de prix ou coût d'opportunité) sur les principaux repères (terre, temps de jachère, prix, disparition ou apparition d'activités nouvelles, habitat, urbanisation, etc.) ?
- qui paie les impacts et selon quelle modalité (pollueur-payeur, victime payeur, aide internationale) ?
- comment des programmes de lutte contre la pauvreté peuvent être mieux orientés vers des logiques proches des rationalités des acteurs de base (suivant les options c'est à dire subsistance et/ou marché) ? Vaut-on procéder à une restauration ou une substitution des systèmes actuels pour une meilleure efficacité et efficience ?
- quelle est la capacité des acteurs face à une mondialisation (facteur plus ou moins exogène) et une décentralisation (facteur plus ou moins endogène sous son aspect volontariste) ?
- l'agrégation de ces différents facteurs à partir d'indicateurs simples et acceptables aboutit-elle à un élargissement de la base des ressources (diversification des sources de revenu, réduction des aléas ou de vulnérabilité, valorisation des facteurs, etc.) ?
- établissement d'un modèle proche d'équilibre général calculable, à partir du schéma de Stephen R. Edwards et al (2001), et quelle sera la stratégie de mise en œuvre à travers le DSRP et plus particulièrement le Programme Spécial du Président (PPTE) ?

L'objectif poursuivi offre un intérêt au moins double pour le concepteur et/ou le décideur de politique (économie publique de l'environnement). Il convient en effet :

- d'évaluer les capacités des éléments (en interaction) d'un système en profondes mutations ;
- d'identifier, de tester la fiabilité des instruments d'analyse de la pauvreté notamment l'indice de développement humain, l'indice de bien-être humain pour une meilleure viabilité des politiques économiques dans la triptyque (Population, environnement et développement) pour le cas spécifique du Niger..

D'un point de vue sociologique l'exode, le phénomène d'urbanisation, l'effet de la dévaluation de 1994, le développement des moyens d'information, la multiplication des intervenants nationaux et ruraux dans le milieu rural, la monétisation et l'ouverture des milieux ruraux sur les marchés, la vision des femmes et des jeunes, les différenciations sociales selon les possibilités d'accès aux ressources naturelles, les solidarités inter - générations, l'érosion des traditions sont autant de paramètres à intégrer dans l'interprétation des interactions entre populations - environnement - développement durable.

12 - Diversité des situations agro – écologiques

Il s'agit de caractériser le contexte agro-écologique des deux régions d'études retenues (Tillabéry et Maradi) au cours des 30 dernières années, qui correspondent aux années qui ont suivi la grande sécheresse de 1973-74 qui a marqué une rupture dans les équilibres population-ressources naturelles (sols, eau, végétation).

Cette caractérisation s'appuiera sur des études antérieures faites dans la région de Maradi par des équipes de recherche de l'Université de Bordeaux II dans le cadre des opérations de recherche sur la lutte contre l'aridité tropicale (LAT-DRST) vers les années 80, et du Département Systèmes Agraires du CIRAD dans le cadre d'un programme de Recherche-Développement pour le compte du Projet de Développement Rural de Maradi vers 1990 (**Raynaut, 1998, 1988** . Entre 1994 et 1995, la Faculté d'Agronomie et le CNEARC de Montpellier sont aussi intervenus à Mayahi l'un des arrondissements dans cette région pour les mêmes types d'études (**Sanoussi, 1995, Miankeol, 1995**). Les mêmes problématiques ont également été abordées dans la région de Tillabéry par la Faculté d'agronomie et le Projet agro-sylvo-pastoral (PASP).

Dans ces différentes zones agro-écologiques, des agrosystèmes relativement homogènes ont été identifiés par rapport à la structuration de l'espace villageois, la gestion de cet espace et en particulier l'entretien de la fertilité du sol, l'organisation de l'élevage et ses relations avec l'agriculture, les systèmes de culture pratiqués et le niveau technologique des agriculteurs. D'autre part, pour chaque type d'agrosystème, les grandes étapes de son évolution ont été retracées par rapport à la disparition de la jachère, l'apparition des engrais chimiques, l'apparition de la traction attelée et bien d'autres événements (mise en valeur des terres compactes..)

Toutes ces études ont en outre porté une attention particulière sur l'influence des conditions physiques (sol, climat), des caractéristiques des populations humaines et animales (densité, migrations, surpâturage), des modes d'exploitation du milieu sur la dégradation de l'environnement. Il est donc important de s'interroger, dans l'optique d'aide à la décision, sur la place et le poids des facteurs de dégradation de l'environnement dans

chacune de ces régions (croissance démographique, modes de gestion de foncier, pratiques culturelles et même l'effet des politiques agricoles). Il est évident que la poids de chacun de ces facteurs et leurs interactions sont variables selon les milieux car leurs résiliences diffèrent. Par conséquent, les chaînes de causalités spécifiques qui en découlent, appellent évidemment des réponses différenciées (**Agrasot et al., 1990 ; Mathieu, 1990**). Cela se traduit par des initiatives et des innovations paysannes dont il convient d'apprécier les logiques sous-jacentes, la pertinence et la dynamique.

Ces innovations peuvent être techniques (nouvelles manières d'exploiter les ressources), socio-organisationnelles (nouvelles manières d'organiser le travail au sein de l'exploitation, associations pour accéder à des intrants), politiques (nouvelles manières de prendre des décisions, d'assumer des responsabilités, de se légitimer...), institutionnelles (nouvelles règles foncières, de gestion de l'eau, etc), et économiques (nouvelles façons de valoriser les ressources, les partager, et les redistribuer au sein de la famille).

La contribution des agronomes à ce volet, sera d'apporter un éclairage sur l'effet des différents facteurs incriminés sur la dynamique des agrosystèmes à travers d'une part l'exploitation des données issues des études de Bordeaux II, du CIRAD, de La Faculté d'Agronomie et du PASP, des données climatologiques, démographiques et agricoles des régions et d'autre part, une analyse des pratiques culturelles et de gestion des ressources naturelles. Des enquêtes complémentaires au niveau de chaque région sont donc nécessaires pour :

- caractériser certains facteurs d'évolution tels que les phénomènes de population (densité, mouvements, modes d'exploitation du milieu), les politiques gouvernementales (les investissements en infrastructures, la libéralisation, la commercialisation des produits agricoles, l'approvisionnement en intrants agricoles, l'assistance en période de sécheresse, le rôle des coopératives agricoles, etc.); les programmes de vulgarisation ; les structures d'appui à l'agriculture (services techniques, projet de développement et ONG) et le type d'interventions (encadrement, financement) ;
- identifier les différentes transformations induites dans les systèmes de production, les systèmes de tenure foncière, la structure des exploitations, la gestion de la fertilité des sols, la gestion sociale du travail agricole, la disponibilité et l'accessibilité des intrants agricoles, l'évolution des relations agriculture-élevage, l'évolution de la rentabilité des productions végétales et animales au cours des années, l'évolution des prix et des possibilités de commercialisation des produits agricoles, les évolutions observées au niveau du système scolaire et de l'exode rural ;
- apprécier l'impact de toutes ces transformations sur l'environnement et la productivité agricole, enfin dégager les stratégies alternatives de gestion de cet environnement pour un développement durable.

2. la trajectoire d'évolution des agricultures sous l'influence des facteurs déterminant leurs tendances lourdes.

Il s'agit d'établir une typologie fonctionnelle des systèmes agricoles en cours: agricultures durables ou non c'est à dire avec pratiques de gestion conservatrice ou dégradante du milieu. Sur cette base on raisonnera les stratégies alternatives à l'émergence ou à la consolidation d'un développement durable. Les pratiques agricoles sont définies comme les manières de faire des producteurs au cours du processus productif. En effet si les techniques relèvent des connaissances, les pratiques elles, relèvent de l'action et sont indexées à l'acteur (le producteur). Ces pratiques seront ici abordées dans leur trois dimensions, c'est à dire :

- leurs modalités de mise en œuvre,
- leurs logiques internes (rationalité du producteur), et
- leur efficacité en terme de production, de gestion des ressources naturelles.

Les facteurs déterminant les tendances lourdes de ces agricultures sont :

- la forte croissance démographique qui peut être une contrainte mais aussi une opportunité (bonne éducation et bonne santé, solvabilité..);
- la péjoration climatique;
- la pauvreté et l'extrême pauvreté rurale et urbaine
- les politiques agricoles (avec prise en compte des effets notamment sur le secteur agricole !
 - du programme d'ajustement structurel, notamment ceux du programme d'ajustement structurel du secteur agricole;
 - du service de la dette :
- de la stratégie de réduction de la pauvreté adoptée pour le pays;
 - . de la stratégie de développement du secteur agricole
 - . du plan d'action national de lutte contre la désertification.

Enfin, à partir les résultats obtenus dans chacun des volets proposés, les chercheurs de l'équipe se proposent d'examiner trois grandes trajectoires possibles d'évolution de l'économie et de l'agriculture nigérienne, en essayant de répondre aux trois questions suivantes :

- l'agriculture restera-t-elle marquée par une logique de subsistance, qui éventuellement continuera de dominer l'ensemble du secteur ?
- du fait de l'importance de la pauvreté rurale (66 % au Niger) des agricultures en dessous du seuil de renouvellement ou du seuil de capitalisation vont-elles se développer et s'imposer dans certaines régions, voir dans l'ensemble du pays ? (il s'agit d'agricultures passées au seuil ou même en dessous du seuil de survie) ?

- l'accroissement démographique et le phénomène urbain peuvent-ils induire le développement d'une agriculture articulée aux marchés rémunérateurs (marchés urbains nationaux et sous régionaux pour les produits alimentaires, marchés d'exportation pour les cultures de rentes) ?

Bibliographie

Agrasot, P. ; Tabutin, D. et Thiltges, E., 1993, Les relations entre population et développement dans les pays du Sud : faits et théories, pp. 383-419, in : Gérard, H. (eds), Intégrer population et développement, Paris, Académia/ L'Harmattan.

Blanc - Pamard C. et P. Milleville, 1985: Pratiques paysannes, perception du milieu et systèmes agraires. In ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires. A travers champs; agronomes et géographes; 101 - 138.

Banoïn M. et Guengant J.P., 1998: les systèmes agraires traditionnels nigériens dans l'impasse face à la démographie. In "Jachère et systèmes agraires. Coraf - Union Européenne - FA - IRD (ex ORSTOM)

Capillon A., 1985: connaître la diversité des exploitations: un préalable à la recherche des références techniques régionales; agriscope 6:31 - 40.

Capillon A. et Manichon H., 1979: Une typologie des trajectoires d'évolution des exploitations agricoles (principes et application au développement agricole national). C.R. Acad. Agric. De France: 1168 - 1179.

Dugast S., 2002: Modes d'appréhension de la nature et gestion patrimoniale du milieu, in "patrimonialiser la nature tropicale - Dynamiques locales, enjeux internationaux. Edition colloques et séminaires - IRD.

Guengant J-P. et Maxime Banoïn, 2002, Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers: le cas du Niger ,Rapport provisoire, accepté pour publication, CICRED / FAO, 164 pages, accessible à « Monographie Niger ». http://www.cicred.org/monographies/monogr_f.html

Issa, O., 1994, Répartition spatiale de l'occupation humaine et ressources naturelles dans la région du fleuve Niger, Revue de Géographie Alpine, volume 2, pp. 159-170.

Landais S., Deffontaines P-P, Benoît M, 1990. Les pratiques des agriculteurs. Point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique. In "Modélisation systémique et système agraire - Décision et organisation - INRA - Brossier, Vissac, Lemoigne, Editeurs.

Mathieu, P., 1993, Population, environnement et enjeux fonciers des politiques agricoles : le cas des pays du Sahel, pp. 433-448, in : Gérard, H. (éds), Intégrer population et développement, Paris, Académia/ L'Harmattan.

Mazoer et Roudard, 1997, histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine, Seuil.

Miankéol, G, 1995, Diagnostic participatif de l'agrosystème villageois de Goumza. Perspective d'amélioration, Mémoire de DESS, Faculté d'agronomie, 92 P

Mounkaïla, H., 2002, De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda, Revue Européenne des Migrations Internationales, volume 18, n°2, pp.139-160.

Paulré B., 1989,: Perspectives systémiques - l'interdisciplinaire/systèmes - Collection "colloque de cerisy" 318p .

Raynaut, Cl., 1988, Le développement rural de la région au Village, Analyser et comprendre la diversité, Bordeaux , G.R.I.D, 174 p

Raynaut, C. et al., 1988, Le développement rural de la région au village, Bordeaux, GRID, 169 p.

Raynaut, Cl., 1980, Recherche multidisciplinaire dans la région de Maradi, Rapport de synthèse, 76 P.

République du Niger, 1992, Déclaration de politique nationale de population, Niamey, Direction de la population.

Sanoussi F.C.M., 1995, Caractérisation et diagnostic des agrosystèmes villageois de l'arrondissement villageois de Mayahi au Niger (échelle régionale), Mémoire de DESS, Faculté d'agronomie, 82P

Totte, M., 1994, Migrations internes, populations et environnement : migrants et autochtones dans leur rapport à l'espace du sud-ouest burkinabé, Cahiers du CIDEP, n°20, pp. 43-86.

Walliser B., 1977: Systèmes et modèles. Introduction critique à l'analyse des systèmes. Paris, Seuil.

III - L'EQUIPE

1. Le/la responsable

Nom : BANOIN Prénom : Maxime
Sexe : Masculin Date de naissance : 26/09/1952
Nationalité : Nigérienne
Fonctions actuelles : Maître de Conférences à la Faculté d'Agronomie de
L'Université Abdou Moumouni de Niamey NIGER

2. Le Centre

(il s'agit de l'institution où seront délégués les crédits si le projet est retenu)

Nom : Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey
NIGER.....
Sigle : Fac.d'Agro, UAM, Niamey

Adresse postale : BP 10 960 Niamey NIGER.....
Téléphone : (227) 73 32 38 Fax : (227) 73 39 43
Mel : cresa@intnet.ne ou mbanoin@ird.ne

*Indiquer précisément le nom et la qualité du/de la signataire représentant
l'organisme :*

*Nom : AMOUKOU Ibrahim.....
Qualité : Doyen de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey, NIGER*

3. Tableau des membres de l'équipe

Nom	Prénom	Organisme d'appartenance	Quotité (a)
BANOIN	Maxime	- Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey	40%
AMOUKOU	Ibrahim	- Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey	40%
CHERIF	CHAKO	- Département d'Economie de la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques de l'Université Abdou Moumouni de Niamey	40%
MOUNKAÏLA	Harouna	- Département de Géographie de l'Ecole Normale Supérieure de l'Université Abdou Moumouni de Niamey	40%
GUENGANT	Jean-Pierre	- IRD – centre IRD Niger	40%

(a) : proportion (en %) du temps de travail qui sera consacré au projet

4. Fiches individuelles

Les chercheurs participant au projet pour plus de 30 % de leur temps doivent remplir chacun une fiche individuelle du modèle ci-après (cf. p. 11).

FICHE INDIVIDUELLE (une pour chaque membre de l'équipe)

Nom : BANOIN **Prénom** : Maxime
Sexe : Masculin **Année de naissance** : 26/09/1952
Nationalité : Nigérienne

Organisme : Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumounide Niamey

Adresse complète : Faculté d'Agronomie, BP 10960

Ville : Niamey **Pays** : NIGER

Téléphone : (227) 73 32 38/43 **Télécopie** : (227) 73 32 38/42

Adresse électronique : mbanoin@ird.ne ou cresa@intnet.ne

Fonctions actuelles : Maître de conférences à la Faculté d'Agronomie

Principaux diplômes (titre, Université, année) :

- **Janvier 1988**: Docteur ès Sciences agronomiques (Institut National de la Recherche Agronomique – FRANCE et Université des Sciences et Techniques du Languedoc – Montpellier II – FRANCE). **Mention** : très honorable avec félicitations du jury.

- **1982 - 1983**: Diplôme d'Agronomie Approfondie (Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, FRANCE), et Diplôme d'ingénieur agronome (Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, FRANCE).

- **1980 - 1982**: Maîtrise ès Sciences Agronomiques, Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de NIAMEY - NIGER

Discipline(s) de spécialité : systèmes agraires, agro- pastoralisme

Expériences professionnelles, notamment en terme de recherche :

- **Actuellement** : Maître de Conférence des facultés et écoles d'Agronomie au titre du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), animateur de la recherche sur l'amélioration et la gestion de la jachère en Afrique de l'ouest ,

- **Depuis 1999**, conseiller en développement rural du Président de la République – Niger,

- **1998 - 1999** : Directeur national de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique,

- **1998 - 2001**: président du Réseau Africain pour la Promotion de l'Enseignement Agroforestier en Afrique (ANAFE – Centre International pour la Recherche en Agroforesterie – ICRAF, Nairobi – KENYA)

- **1990 à 1998** : chef du département des productions animales de la faculté d'agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Cinq publications principales au cours des cinq dernières années en relation avec PRIPODE :

Achard, F. et **Banoïn, M.**, 1999, Gestion de la fumure animale dans un terroir du sud – ouest du Niger, Acte de l'atelier international sur la jachère en Afrique, Dakar – SENEGAL, **ORSTOM – CORAF/UE**.

Banoïn, M. et Achard, F., 1998, Place de la jachère dans les systèmes d'élevage et comportement alimentaire du bétail sur un terroir du sud – ouest du Niger: Tiko , **in** FA/ORSTOM – CORAF/UE, La jachère et systèmes agraires , NIAMEY - NIGER.

Banoïn, M. et Sayabou, M. S., 1999, Performances des ovins sur parcours naturels (jachères et friches) et voies d'amélioration en zone soudano – sahélienne du Niger, Annales de l'Université ABDOU MOUMOUNI de Niamey

Banoïn, M. et Salifou I., 1998, Recherche – développement sur l'amélioration et la gestion de la jachère en Afrique de l'ouest, Rapport d'activités scientifiques présenté à l'atelier régional " jachère et systèmes agraires ".

FICHE INDIVIDUELLE

Nom : AMOUKOU Adamou **Prénom** : Ibrahim
Sexe : masculin **Année de naissance** : 20/03/1962
Nationalité : Nigérienne

Organisme : Université Abdou Moumouni/Faculté d'Agronomie
Adresse complète : Faculté d'Agronomie, BP 10960
Ville : Niamey **Pays** : Niger
Téléphone : 73 32 38/43 **Télécopie** : 73 32 38/42
Adresse électronique : Cresa@intnet.ne

Fonctions actuelles : Doyen de la Faculté d'agronomie

Principaux diplômes (titre, Université, année) :

- Doctorat es Sciences, option Biologie et Agronomie, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes, France.1993
- Diplôme d'ingénieur Agronome, option Amélioration des plantes, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Maroc, 1987
- Diplôme d'Agronomie Approfondie, option Production végétale et Amélioration des plantes, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes, France.1986
- Diplôme d'Agronomie Générale, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Maroc, 1985

Discipline(s) de spécialité : Agronomie et Amélioration génétique des plante

Expériences professionnelles, notamment en terme de recherche :

- **Amélioration des systèmes agraires sahéliens et Protection de l'environnement** : Etude des agrosystèmes villageois (diagnostic des *systèmes de production et systèmes de culture* et élaboration de plan de développement villageois, Etudes des pratiques et stratégies paysannes de gestion des ressources naturelles et des risques climatiques.
- **Agronomie, Génétique et amélioration des variétés de Sésame** : Etude des diversités morphologiques, agronomiques, et biochimiques, sélection variétale.
- **Génétique et Sélection du Mil** - Etude des barrières à la reproduction chez les mils pénicillines.

Cinq publications principales au cours des cinq dernières années en relation avec PRIPODE :

Amoukou,A.I., 2003, Etudes des relations intervillages dans la perspective d'un développement local, Projet de Développement rural de Aguié (Maradi, Niger), Faculté d'agronomie/Université catholique de Louvain

Amoukou,A.I, 2001, Etudes des pratiques Paysannes dans la gestion des Risques climatiques et la fertilité des sols, Projet de Développement rural de Aguié (Maradi, Niger),Faculté d'agronomie/Université catholique de Louvain, 2001.

Amoukou,A.I, 1998 -1, Diagnostic du système d'exploitation du milieu en vue de proposer un aménagement concerté du bassin versant Nouamline dans l'Abassa, Programme d'aménagement des Bassins versants de L'Abassa en Mauritanie.

Amoukou,A.I (dir.), 1998-2, Rôle du Niébé dans l'intensification agricole dans la Province du Sannatenga, Programmation et exécution du développement intégré au Burkina Faso.

Amoukou,A.I. (dir.), 1998-3, Stratégies d'amélioration des agrosystèmes villageois de NDAME, NBIDA et DIASSARNABE-ALI dans la basse vallée du Ferlo remise en eau, Programme de revitalisation des vallées fossiles du Ferlo au Sénégal.

NB. (3,4,5 sont des mémoires de DESS que j'ai encadrés).....

FICHE INDIVIDUELLE (une pour chaque membre de l'équipe)

Nom : CHERIF **Prénom** : Chako
Sexe : Masculin..... **Année de naissance** : 11 janvier 1957
Nationalité : Nigérienne

Organisme : Département Economie /Faculté des Sciences Economiques et Juridiques de l'Université Abdou Moumouni de Niamey

Adresse complète : BP 12948

Ville : Niamey **Pays** : Niger

Téléphone : 227/73.43.13..... **Télécopie** : 227/741689

Adresse électronique : chakocherif@yahoo.fr ou chako_cherif@ hotmail.com

Fonctions actuelles : Enseignant-chercheur - Chef du département Economie, Faculté des Sciences Economiques et Juridiques

Principaux diplômes (titre, Université, année) :

Thèse de Doctorat en sciences économiques, Paris I, 1993

Troisième cycle en économie internationale et développement; IEDES, Paris I, 1986

Troisième cycle en gestion de politiques économiques, Université d'auvergne, CERDI, 1996.

Diplôme D'Etudes Approfondie (DEA), Paris I, 1985

Discipline(s) de spécialité :

Analyse Economique du Développement /Stratégie alimentaire/ Economie internationale/ Economie publique (analyse et gestion des politiques économiques)/ Microéconomie de Développement.

Expériences professionnelles, notamment en terme de recherche :

CERDI, Clermont-Ferrand (deux ans) de recherches en politiques et gestion économiques, famines et pauvreté ; externalités (pollueur-payeur et victime payeur) ; Membre du réseau "Economie de la Santé et politiques de développement" ; **Paris I**, socio-économie de développement avec le **CEPED**.

Depuis 1991 membre du réseau **PRISAS** (Sécurité alimentaire) **INSAH** (CILSS).

Conseiller économique au Cabinet du Premier Ministre et à la Présidence de la République ; **Secrétaire Permanent du Système d'Alerte Précoce**, Cabinet du Premier Ministre ; Préparation du 9^{ème} FED du Niger.

Cinq publications principales au cours des cinq dernières années en relation avec PRIPODE :

Chérif, C., 2001, Famines et Greniers pleins, Foyer Evangélique Universitaire, CEPED, Paris I,

Chérif, C., Le serpent de bronze- Etude comparative de politiques de santé, CERDI (article, contribution à la Conférence Internationale "Santé et Développement".

Chérif, C., 2003, Habitat et environnement, Programme Construction sans Bois, Niger des catastrophes – "Triomphe des Extrêmes"

Chérif, C., 2003, Environnement -Population - Développement. CNEDD.

Chérif, C., 2002, Evaluation des Programmes Majeurs du CILSS.

FICHE INDIVIDUELLE (une pour chaque membre de l'équipe)

Nom : GUENGANT **Prénom** : Jean-Pierre
Sexe : Masculin **Année de naissance** : 13/06/1943
Nationalité : Française

Organisme : IRD

Adresse complète : IRD BP 11 416

Ville : Niamey Pays : NIGER.....

Téléphone : 227-75 31 15/75 26 10 ... Télécopie : 227-75 28 04/75 20 54.....

Adresse électronique : guengant@ird.ne / geungant@yahoo.com

Fonctions actuelles : Représentant de l'IRD pour le Niger et le Bénin
Chercheur, membre de l'US « La jachère en Afrique tropicale » de l'IRD »

Principaux diplômes (titre, Université, année) :

- **1985**: Doctorat en Economie du Développement - Université de Clermont-Ferrand I. (CERDI: Centre d'études et de recherche sur le développement international animé par Mr. le Professeur P.Guillaumont)
- **1968**: Diplôme d'Expert démographe (DESS): Institut de Démographie, Université de Paris.
- **1967**: Diplôme de démographie générale: Institut de Démographie, Université de Paris.
- **1966**: Institut d'Etudes Politiques (Section Economie et Financière) Université de Paris.

Discipline(s) de spécialité : Démographie, et Economie du Développement

Expériences professionnelles, notamment en terme de recherche :

- **depuis 1999**, travaux et enseignement de 3^{ème} cycle à Niamey : "**Population, systèmes agraires et sécurité alimentaire au Sahel**" Travaux avec l'équipe IRD et l'Université de Niamey, US 017 sur la Jachère en Afrique. - **1994-98**: travaux sur "**Migrations internationales et développement**", sur les relations entre migrations et développement (travaux menés à New York, Nations Unies puis à l'Université de Poitiers – MIGRINTER)
- **1983-93**: travaux sur les "**Déterminants de la transition démographique**", analyse des déterminants proches et des déterminants socio-économiques, UR 4.I (Population – Santé)

Cinq publications principales au cours des cinq dernières années en relation avec PRIPODE :

Guengant J-P. et Maxime Banoin, 2002, Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers: le cas du Niger, Rapport provisoire, accepté pour publication, CICRED / FAO, 164 pages, accessible à « Monographie Niger ».

http://www.cicred.org/monographies/monogr_f.html

Guengant J-P. and May John F, 2001 - 1, Impact of the Proximate Determinants on the Future Course of Fertility in Sub-Saharan Africa (UN/POP/PFD/2001/3), Population Bulletin, forthcoming, voir (http://www.un.org/esa/population/publications/completingfertility/GUENGAN_Tpaper.PDF)

Guengant J-P., 2001-2, Afrique : Une transition démographique hésitante, Sciences au Sud Le Journal de l'IRD, n° 10 juillet/août 2000 1&16p, accessible à. <http://www.ird.fr/fr/actualites/journal/10/sas10.pdf>

Banoin M., Guengant J-P, 1999, pp.1-14, Les systèmes agraires traditionnels nigériens dans l'impasse face à la démographie, Floret C., Pontanier R (éds), Jachères et systèmes agraires, Dakar, CORAF/Union Européenne.

FICHE INDIVIDUELLE (une pour chaque membre de l'équipe)

Nom : MOUNKAILA **Prénom** : HAROUNA
Sexe : MASCULIN **Année de naissance** : 01/01/1966
Nationalité : NIGERIENNE

Organisme : UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI DE NIAMEY

Adresse complète : UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI DE NIAMEY, ECOLE NORMALE SUPERIEURE, DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE, BP 10963

Ville : NIAMEY **Pays** : NIGER

Téléphone : (227) 73 33 44 **Télécopie** : (227) 73 38 62

Adresse électronique : hzada99@yahoo.fr

Fonctions actuelles : Enseignant chercheur

Principaux diplômes (titre, Université, année) :

Doctorat de l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 1999

DEA Géographie des espaces tropicaux, Université de Bordeaux 3, 1994

Mémoire maîtrise Géographie, Université Abdou Moumouni de Niamey, 1993

Discipline(s) de spécialité : Géographie

Expériences professionnelles, notamment en terme de recherche :

Enseignant chercheur à l'Ecole Normale Supérieure de l'Université Abdou Moumouni de Niamey depuis août 2000

Membre du « Pôle démographie et migration » du Programme du Réseau d'Observatoires de Suivi Ecologique à Long Terme (ROSELT)

Participation à plusieurs colloques, séminaires, table-ronde et ateliers

Plusieurs missions de recherche sur les migrations dans l'ouest du Niger

Cinq publications principales au cours des cinq dernières années en relation avec PRIPODE :

Mounkaila, H. 2002, Crise ivoirienne et crise des migrations sahéliennes, Sciences au Sud, Journal de l'IRD, N°19, p. 16.

Mounkaila, H. 2002, De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda, Revue Européenne des Migrations internationales, Volume 18, N°2, pp. 161-187.

Mounkaila, H., 2002, Caractérisation des déterminants migratoires dans trois cantons de l'ouest du Niger (Tondikandia, Dantiandou, Fakara), Programme ROSELT, Niamey, 33 Pages.

Mounkaila, H., 2002, Espace, chefferie et migration. Les mouvements de colonisation agricole dans le canton de Torodi, Programme ROSELT, Niamey, 18 pages.

Mounkaila, H. 2001, Espace frontalier et appropriations territoriales : jeux et enjeux autour de l'île de Lété, Colloque sur les conflits frontaliers dans l'espace CEDEAO, Niamey, 17 pages.

5. Présentation de l'équipe (au maximum 2 pages)

Indiquez successivement l'origine de l'équipe, les affiliations institutionnelles des chercheurs, les moyens dont dispose l'équipe, les avantages comparatifs de l'équipe, les objectifs particuliers de l'équipe en termes de formation, de valorisation et de transfert, l'insertion de l'équipe et ses besoins d'expertise-conseil pour mener à bien le projet.

L'équipe est constituée de plusieurs chercheurs qui se connaissent depuis plusieurs années et ont déjà travaillé ensemble en plusieurs occasions.

Le point commun de ces chercheurs est qu'ils sont tous impliqués dans l'enseignement et la recherche à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (en fait 4 des 5 chercheurs sont Enseignants - chercheurs titulaires de l'Université de Niamey). Ils interviennent tous sans exception dans le DESS du CRESA « Protection de l'environnement et améliorations des systèmes agraires sahéliens ». Le CRESA (Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture) accueille des étudiants venant de l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, entre une quinzaine et une vingtaine en moyenne chaque année, en vue de l'obtention d'un DESS. Le CRESA est rattaché à la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey.

Par ailleurs, tous les chercheurs ont des liens de travail anciens avec l'IRD.

Plusieurs articles et publications de la bibliographie sont le résultat d'une collaboration d'au moins deux chercheurs de l'équipe (en particulier la monographie sur le Niger : 2002. Guengant J-P. et Banoïn Maxime : « Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger » - Rapport provisoire, CICRED / FAO, 164 pages, accessible à « Monographie Niger », sur le site du CICRED http://www.cicred.org/monographies/monogr_f.html).

Parmi les programmes sur lesquels les chercheurs de l'équipe ont travaillé ensemble récemment, on peut citer : le programme Jachère (Faculté d'Agronomie, CRESA de l'Université de Niamey – IRD, et le Programme ROSELT)

Au delà de la diversité des origines disciplinaires, il faut mentionner aussi la communauté des origines de formation de plusieurs « couples » de chercheurs : deux chercheurs sont agronomes, deux sont économistes (doctorat auprès du CERDI, Clermont Ferrand, Professeur P. Guillaumont), deux chercheurs sont associées à MIGRINTER, Université de Poitiers).

Le point commun de tous les chercheurs de l'équipe est leur intérêt pour l'étude des transformations économiques et sociales du monde rural sahélien en général, et plus spécifiquement leur intérêt pour la transformation des systèmes agraires sahéliens. Au Niger 80% de la population et de la main-d'œuvre vit et travaille en milieu rural, et les chiffres sont à peu près les mêmes dans les autres pays continentaux enclavés du CILSS. Un autre point commun des chercheurs est leur engagement ancien dans la recherche interdisciplinaire, et dans l'animation scientifique au sein de l'Université de Niamey.

Les objectifs particuliers de l'équipe en termes de formation vont de soi puisqu'ils dispensent tous des cours à l'Université et interviennent dans le DESS du CRESA. Les chercheurs de l'équipe s'engagent ainsi tous à faire participer certains de leurs étudiants (en particulier ceux du CRESA) à leurs recherches sur le terrain et à partager avec leurs collègues et leurs étudiants leurs réflexions sur les recherches en cours, et ensuite sur les résultats obtenus. Ceci est particulièrement important dans le cadre de leurs fonctions d'enseignants chercheurs au CRESA, mais aussi dans le cadre des cours de niveau maîtrise qu'ils dispensent à la Faculté d'Agronomie et à la Faculté des Sciences Economique et Juridiques.

La vulgarisation des résultats obtenus se fera non seulement par l'intégration de ceux-ci dans le contenu des cours dispensés, mais aussi à travers des publications du type de celles produites dans le cadre du projet Jachère (en plus bien sûr des articles scientifiques que les chercheurs sont tenus de publier pour leur avancement).

Les chercheurs de l'équipe sont tous connus et reconnus comme tels au Niger, et reconnus dans leur communauté scientifique. A noter que l'équipe comprend un

ancien ministre, un doyen, un conseiller spécial du Président de la République du Niger (en développement rural) et le Représentant de l'IRD au Niger.

Les besoins en expertise de l'équipe concernent l'environnement et les études d'impact.

L'équipe bénéficiera en plus des ressources du projet, de certains moyens ordinaires de l'Université et du Centre IRD de Niamey (logistique véhicules, accès Internet, etc.).

IV - PLAN DE TRAVAIL

a) Travaux de recherche réalisés avant l'évaluation à mi-parcours (de juin 2003 à février 2004)

- mise à jour bibliographique, collecte des données secondaires (recensements, statistiques agricoles, données pluviométriques, photos aériennes) ;
- préparation, test des projections démographiques et des besoins en céréales ;
- choix des zones d'enquêtes dans les deux régions retenues, élaboration et test des protocoles d'enquêtes, sélection des étudiants et d'assistants de recherche à associer au projet ;
- atelier d'évaluation critique des données existantes, des manques et des besoins complémentaires de données, et de l'adéquation des protocoles d'enquêtes envisagées pour répondre à ces manques et à ces besoins.

b) Rédaction du rapport d'étape (pour février 2004)

OK

c) Travaux de recherche réalisés après l'évaluation à mi-parcours (de mars 2004 à février 2005)

- enquêtes avec étudiants et enquêteurs, pendant la période des pluies (et donc des cultures) qui coïncide avec les périodes de stage des étudiants ;
- analyse des données collectées à l'occasion de ces enquêtes, et confrontation de celles-ci avec les données macro et régionales disponibles,
- discussion des divers moyens et supports de dissémination des résultats ;
- élaboration du plan d'un ouvrage de synthèse sur les divers travaux menés dans le cadre du projet ;
- séminaire national de présentation et de discussion des résultats du projet.

d) Rédaction du pré-rapport (pour mars 2005)

OK

e) Réunion des Centres (mars 2005)

OK

f) Achèvement de la rédaction du rapport provisoire (pour avril 2005)

OK

g) Révision du rapport après évaluation par le Comité scientifique (avril-mai 2005)

OK